

DOCUMENTI

IAI

ENTRE LE RÉEL ET L'IMAGINAIRE: QUELQUES DONNÉES SUR LES MOUVEMENTS DE POPULATION ENTRE LES DEUX RIVES

par Abdelbaki Hermassi

Communication au Séminaire International sur "Southern and Eastern Mediterranean: Notions
and Perceptions of Security with Respect to Western Security Alliances"
Rome, 15-16 Decembre 1995

ISTITUTO AFFARI INTERNAZIONALI

IAI9517

ENTRE LE REEL ET L'IMAGINAIRE: QUELQUES DONNÉES SUR LES MOUVEMENTS DE POPULATION ENTRE LES DEUX RIVES

Jusqu'à une date récente, la population du bassin méditerranéen a été en grande majorité concentrée sur la rive nord. En 1900 les trois quarts, en 1950 les deux tiers. Mais la stagnation démographique de l'Europe et l'explosion du Sud ont provoqué une radicale transformation de la répartition territoriale des populations riveraines.

En 1990, la population du Sud a dépassé la population du Nord de la Méditerranée qui perd ainsi une ancienne prééminence numérique. En 2020, le Sud représentera les deux tiers du total. D'ici 2020, la population qui entoure mare nostrum s'accroîtra de 192 millions d'unités : 9 de plus pour la rive Nord ; 183 pour le Sud. cette dominante démographique sera arabe avec une forte concentration en Algérie, Maroc, Egypte et Syrie, elle sera musulmane si on y incluait la démographie turque.

Dire cela c'est immédiatement dire que la situation est structurellement propice pour l'immigration qui devient un fait de société pour sept sur huit pays arabo-musulmans. Tous, du Maroc à la Jordanie, y ont recours massivement - d'une manière légale ou clandestine pour toutes les raisons que nous connaissons : démographiques, économiques et même politiques.

Ce qu'il faut éviter à tout prix en matière d'augmentation des migrations c'est ce que le démographe italien Livio Bacci a appelé une "vision hydraulique" des phénomènes, et encore moins toute l'imagerie colportée par une certaine littérature apocalyptique autour de "l'Islam envahisseur".

Voici ce que des statistiques récentes compilées à travers de nombreuses sources, nous donnent en matière d'immigration maghrébine vers les trois pays de la Méditerranée Occidentale : la France, l'Italie et l'Espagne. La Communauté maghrébine (algérienne, marocaine et tunisienne) immigrée dans les trois pays est évaluée aujourd'hui à 1,640 millions de personnes, réparties comme suit :

- 1,5 millions en France ou 91% du total ;
- 80.000 en Italie ou 5% du total ;
- 60.000 en Espagne ou 4% du total.

En termes de poids démographique, cette communauté d'immigrés représente à peine 1% des populations française, italienne et espagnole réunies. Par rapport à la population active de ces trois pays de la Méditerranée Occidentale (70,4 millions en 1990), les immigrés maghrébins représentent un peu plus de 2%. Des pourcentages insignifiants et sans rapports aucun -en tout cas au niveau des chiffres- avec ce "péril maghrébin" qu'un certain nouveau populisme européen aime bien agiter.

Pour bien appréhender la dynamique migratoire potentielle qui s'annonce pour les deux décennies à venir, il faut prendre en considération un certain nombre de facteurs.

L'un de ces facteurs est d'ordre sociologique : c'est le mouvement d'urbanisation rapide qui caractérise les pays de la rive Sud. Entre 1990 et 2020, la population urbaine de la Méditerranée passera de 214 à 405 millions soit une augmentation de 190 millions, ce qui correspond à la totalité de la croissance démographique pour tout le bassin méditerranéen. L'essentiel de cette croissance sera absorbée par le Sud. La force de travail du Sud qui représente en 1990 43% de l'ensemble méditerranéen en représentera 59% en 2020, alors que la population en âge de travailler sera passée de 97 à 228 millions de personnes.

Or il est acquis que le parcours migratoire dominant est celui qui part de la campagne vers la ville, la capitale surtout, avant de continuer vers les plus grandes villes de l'ex-pays colonial, ne serait-ce que pour des raisons qui tiennent à la langue ou à l'existence de filière ou de réseaux installés.

Certaines analyses nous appellent d'autre part à des visions plus sobres et donc moins pessimistes de la démographie arabe et maghrébine de demain. La baisse "inattendue" de la natalité va faire éviter l'explosion démographique programmée il y a juste quelques années. Le signe le plus évident de l'évolution est l'impact du progrès de la scolarisation des filles sur la vie quotidienne. Un autre signe de l'évolution de la société dans les trois pays du Maghreb est l'accès de la femme du travail à l'extérieur du domicile ; les deux phénomènes étant en corrélation car ne peuvent travailler que les femmes qui ont été scolarisées à des degrés divers.

Le troisième signe de cette évolution sociale est le fait urbain au sens large, car c'est dans la population urbaine que les changements de mentalité des individus et des groupes se produisent rapidement. Tous ces signes gagnant progressivement le milieu rural par le canal de l'information dont le message ne peut avoir de portée que lorsque ce milieu devient réceptif. La progression de la scolarisation ne peut qu'accélérer cette réceptivité.

Tous ces signes et d'autres, peut-être agissant indirectement, ont créé un contexte favorable à la limitation des naissances. En Tunisie le nombre des naissances stagne autour de 200.000 depuis la fin des années 70 et commence à diminuer récemment pour atteindre 190.100 en 1988. Au Maroc, il marque une baisse sensible en passant de 848.000 à 746.000 en 1986. En Algérie, on enregistre un recul du nombre absolu des naissances résultant assurément d'une baisse de la fécondité des femmes après l'âge de 35 ans.

Que l'Europe qui avait peur que son flanc méditerranéen continue à être menacé par la pression démographique des pays du Maghreb pour voyeurs d'immigrants, se rassure. Le nouveau comportement permettant à la transition démographique de s'achever, bouleverse calculs et prévisions fondés il y a moins d'une dizaine d'années sur une fécondité élevée et durable au Maroc et en Algérie.

On avait calculé que le Maroc et l'Algérie qui comptaient en 1990 près de 50 millions d'habitants, atteindraient en l'an 2005 le chiffre de 80 millions et passeraient à 110 millions en l'an 2010, s'ils continuaient sur leur lancée antérieure à 1980, soit de s'accroître au rythme respectivement de 2,5% l'an au Maroc et de 3% l'an en Algérie. En rattrapant son retard, l'Algérie davantage que le Maroc pourrait s'aligner sur le rythme de croissance démographique de la Tunisie, 1,8 %, dès les années 1995-1996 et assurément en l'an 2000.

L'image de l'importante masse du Sud et l'invasion de l'Europe par les immigrants maghrébins à la recherche du travail n'est plus réaliste, ou tout au moins doit être sérieusement retouchée.

En général, et dans tous les pays européens d'immigration, l'arrêt des courants migratoires survenu dans les années 1973-74 a stabilisé une immigration devenue structurelle, et durablement installée. Depuis une dizaine d'années, la question de l'immigration se pose en termes nouveaux, les immigrés s'installent et, sauf à envisager des mesures coercitives de renvoi, c'est par rapport à ce fait essentiel que le problème commence à être envisagé. Désormais, ce qui compte avant tout, ce n'est pas tant l'arrêt du flux, ou la substitution de la main d'œuvre nationale à la main d'œuvre étrangère, mais bien la gestion d'une immigration installée, devenue désormais un enjeu social et politique.

Il n'est que trop évident que la politique dite d'intégration des travailleurs étrangers, notamment en France, n'a guère réussi en ce qui concerne la main-d'œuvre maghrébine à la différence des main-d'œuvres européennes immigrées. Comment intégrer sans égalité de chances entre les immigrés et les autres en matière de scolarisation, de formation, d'emploi, de logement, sans égalité de traitement en matière de rémunération et d'avantages sociaux ? Sans parler du problème de la participation des immigrés à la vie communautaire de base dans les lieux où ils résident, et / ou ils travaillent.

A l'échec de l'intégration, s'ajoute celui "des incitations au retour" parce que non concertées avec les autorités des pays d'émigration et parce que s'apparentant au fond plus à l'exclusion forcée qu'à une vraie réinstallation des immigrés dans leur pays d'origine.

Et si on s'orientait vers la politique dite des quotas à l'instar de ce que font de nombreux autres pays ? A défaut de solution plus généreuse et plus concertée, les pays arabes ne s'y opposeraient pas, nous le croyons. Mais, une telle politique serait forcément "élitiste", elle se résoudrait à laisser entrer les meilleurs : les scientifiques, les techniciens, les spécialistes, les chercheurs, les détenteurs de capitaux ou d'expériences en affaires ceux que les pays émetteurs ont formés à coup d'investissements lourds. On le voit aujourd'hui en analysant de près le profit de l'immigration maghrébine en Europe. Aux côtés des masses prédominantes d'ouvriers sans qualification, l'immigration est de plus en faite de hauts cadres dans toutes les spécialités.

Parallèlement à la perspective de l'installation définitive d'une partie de l'immigration maghrébine, l'aspect qui est apparu comme le plus problématique a été incontestablement l'affirmation publique de l'Islamité ; cela a surpris d'autant plus que l'émigration maghrébine date pratiquement depuis un siècle, en France tout au moins, sans s'être jamais fait remarquer par des revendications différentialistes particulières.

La revendication d'un statut de musulman par certains segments de la population a constitué un phénomène bien réel ; la question est de savoir ce que vont être ses incidences sur les perspectives d'intégration. En arrivant en France, explique Jocelyne Césari, auteur d'une thèse sur les musulmans en France, les immigrés avaient pour projet d'accumuler du capital pour retourner au pays. Quand ils ont compris que l'enracinement était définitif, qu'ils avaient largement échoué, à cause du chômage, dans leur vie professionnelle, mais aussi familiale, avec la perte du rôle du père, ils ont investi les salles de prière. C'était pour eux un moyen d'échapper à cette impression d'être perdus dans l'exil.

Chez les jeunes, l'impasse du mouvement beur à la fin des années 80 et l'impression de ne pas avoir obtenu de véritable reconnaissance les ont également réorientés vers leur culture d'origine. D'où leur investissement, voire leur "ressourcement", dans des associations islamistes, qu'elles agissent dans le domaine éducatif, caritatif ou de loisirs.

6.

Toute la question est de distinguer entre l'affirmation de l'Islamité, d'une part, et ce que l'on nomme "islamisation rampante" de l'autre. Sur le plan de la pratique religieuse, stricto sensu, si le nombre de mosquées s'est élevé, c'est d'abord qu'on partait quasiment de zéro. Selon André Damien, chargé des Cultes au Ministère de l'Intérieur, 1 % de la communauté dite musulmane serait sympathisante avec le FIS. Quant aux lieux de culte musulmans, ils sont extrêmement peu nombreux en comparaison des lieux de culte des autres religions. On compte en France 1.000 mosquées (y compris les principales caves en faisant office), dont dix ont une capacité de plus de 1.000 personnes, le tout ne pouvant guère rassembler plus de 100.000 pratiquants. Bruno Etienne constate qu'on voit plus d'Arabes dans les bistrotts et les PMU que dans les salles de prière ; et que les dealers ont plus de pouvoir que les islamistes dans les banlieues.

Il faut reconnaître que, beaucoup plus que la démographie, ou l'Islam tranquille, ce qui a effrayé l'Europe, au point de constituer un problème de sécurité, c'est bien le mouvement islamiste. De ce point de vue il concerne le Nord mais surtout le Sud de la Méditerranée. L'implantation actuelle des islamistes en Europe est liée aux échecs de l'intégration ; au Sud à l'état de crise et de malaise que ces sociétés connaissent. Là où les défaillances multiples se sont accumulées au point de produire un énorme gâchis, là où les régimes en place croyaient pouvoir, sans dommage, se passer de véritable légitimité, là où les grandes utopies des années 50 ou 60 ont été balayées par de brusques retours à la réalité.

Devant les défaillances de l'Etat-Providence, les islamistes ont essayé d'assumer une fonction de soutien aux familles les plus démunies ou les plus touchées par les catastrophes ; si certaines de leurs opérations étaient désintéressées, plusieurs, sinon la plupart visaient à tisser de multiples réseaux de fidélité pour leurs usages politiques escomptés.

Fonction tribunitienne aussi : là où le parti d'opposition et les syndicats sont faibles ou inexistant, ce sont les islamistes qui ont pris en main la protestation contre les déviances et les insuffisances des régimes existants. Plusieurs parmi les couches populaires comme parmi les "lower middle classes" ont trouvé dans le discours islamiste les termes d'une dénonciation qu'ils ne pouvaient eux-mêmes exprimer.

Enfin, les islamistes donnent l'illusion d'ouvrir des perspectives à tous ceux qui, complètement marginalisés, ressentent un immense besoin de reconnaissance et de dignité ; en particulier, ceux qui savent que le précieux capital constitué par le fait d'avoir vingt ans est promis à une brutale et complète dévalorisation si la situation perdure. Ce n'est pas un hasard si la base sociologique de ces mouvements est constituée par les générations nées dans les années 60 et 70.

Pour préserver l'avenir, il est essentiel que les États européens (dans leurs relations bilatérales comme au niveau communautaire) cessent de se contenter de réponses étiquées qui se déploient presque exclusivement sur le terrain sécuritaire, sans doute pour tenter d'apaiser avant tout les angoisses diffuses de l'opinion publique. Bien sûr, quand on sait ce qui se passe notamment en Algérie, cette réponse sécuritaire est une nécessité ; mais ce serait une erreur dramatique que de vouloir s'en tenir là en procédant, de surcroît, à de dangereux amalgames consistant à voir un terroriste dans tout islamiste et un islamiste dans tout musulman. Pour être à la hauteur de ce défi, les réponses doivent se traduire par un effort global tant sur le plan politique que sur le plan économique. Ce n'est en effet qu'en s'attaquant aux causes profondes qui ont produit ce terreau sur lequel se développe le fait islamiste qu'on pourra vraiment espérer le réduire.*

La Tunisie a depuis longtemps plaidé pour la mise en place d'un Pacte Euro-Maghrébin sinon Euro-Méditerranéen.

Voir en particulier le discours du Président Ben Ali devant le 7ème Symposium International du RCD ("La Presse", 4 novembre 1995) ; Chedly Ayari, Enjeux Méditerranéens, pour une coopération euro-arabe, éditions Alif, 1992 ; Les Flux Migratoires, Numéro Spécial de Confluences, Méditerranée, N° 5, Hiver 1993).

iai ISTITUTO AFFARI
E RELAZIONI INTERNAZIONALI - ROMA

15858
18 GEN. 1998

BIBLIOTECA